RÈGLEMENT NUMÉRO 467
RÈGLEMENT SUR LES
INTERVENTIONS
SUSCEPTIBLES DE CRÉER
DES BESOINS EXCÉDANT
LA CAPACITÉ DES
SYSTÈMES
D'ALIMENTATION EN EAU
POTABLE

CONSIDÉRANT QU'en vertu des articles 29 et suivants de la *Loi sur les compétences municipales* (RLRQ, chapitre C-47.1), la Municipalité peut adopter un règlement à caractère provisoire afin d'interdire, pour une période n'excédant pas deux (2) ans, toute intervention consistant à exécuter des travaux lorsque celle-ci serait susceptible de créer des besoins excédant la capacité d'un système d'alimentation en eau, d'égout ou d'assainissement des eaux ;

CONSIDÉRANT QUE le puits Saint-Martin a un bris majeur et qu'il est nécessaire de RÉDUIRE CONSIDÉRABLEMENT son utilisation ;

CONSIDÉRANT les études en cours afin d'identifier des solutions durables en approvisionnement d'eau potable ;

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité vit un engouement pour de nouveaux projets de construction ayant des répercussions directes sur les besoins en eau potable ;

CONSIDÉRANT QU'il est dans l'intérêt de la Municipalité de maintenir une capacité de desservir les propriétés existantes prioritairement à tout projet de développement ou redéveloppement ;

CONSIDÉRANT QU'il est nécessaire d'interdire tout projet visant à créer de nouvelles constructions et des nouveaux raccordements susceptibles de créer des besoins excédant la capacité du système d'alimentation en eau potable de la Municipalité de Napierville ;

CONSIDÉRANT QUE les interdictions visées au présent règlement peuvent être reconduites au moyen d'un nouveau règlement à caractère provisoire tel que le prévoit l'article 29 de la *Loi sur les compétences municipales* (RLRQ, chapitre C-47.1) ;

CONSIDÉRANT QUE madame la mairesse Chantale Pelletier a présenté le projet de règlement lors de la séance extraordinaire du 20 mars 2025;

CONSIDÉRANT QU'un avis de motion, a été donné à la séance extraordinaire du 20 mars 2025 et que le projet de règlement a été déposé par la conseillère madame Christine Bleau lors de cette même séance ;

CONSIDÉRANT QU'une consultation publique concernant l'adoption de ce règlement a eu lieu le 1er avril 2025 et qu'aucune modification n'a été apporté au règlement;

Sur proposition de Madame la conseillère Christine Bleau appuyé par Monsieur le conseiller Ghislain Perreault et résolu à l'unanimité des conseillers présents:

Madame la mairesse ayant exprimé son vote favorable :

Qu'un règlement portant le numéro 467, soit et est adopté et qu'il soit statué et décrété par ce règlement comme suit :

ARTICLE 1 : PRÉAMBULE

Le préambule fait partie intégrante du présent règlement.

ARTICLE 2 : OBJET

Le présent règlement a pour objet d'interdire, pour une période initiale de deux (2) ans, les interventions décrites à l'article 7 puisqu'elles sont susceptibles de créer des besoins excédant la capacité des infrastructures municipales en eau potable.

ARTICLE 3 : TERRITOIRE D'APPLICATION

Le présent règlement s'applique à tout le territoire de la Municipalité de Napierville.

ARTICLE 4 : DISPOSITION DÉCLARATOIRE

Les dispositions du présent règlement ont préséance sur toute disposition contradictoire des règlements d'urbanisme de la Municipalité.

ARTICLE 5 : VALIDITÉ DU RÈGLEMENT

Le présent règlement est adopté dans son ensemble, chapitre par chapitre, section par section, paragraphe par paragraphe, sous-paragraphe par sous-paragraphe, alinéa par alinéa, de manière à ce qu'un chapitre, une section, un paragraphe, un sous-paragraphe ou un alinéa de celui-ci ou l'annexe fût ou devait être un jour déclaré nul, les autres dispositions du présent règlement demeurent en vigueur.

ARTICLE 6 : DURÉE D'APPLICATION

Le présent règlement demeurera en vigueur jusqu'à ce que les études ainsi que les travaux nécessaires afin de desservir l'entièreté de la population soient réalisés à la satisfaction de la Municipalité, sans excéder une période de deux (2) ans suivant son entrée en vigueur.

ARTICLE 7 : PROHIBITION

Est prohibée sur l'ensemble du territoire de la Municipalité de Napierville, incluant à l'égard des immeubles déjà raccordés au réseau d'aqueduc, l'émission d'un permis de construction ou d'un certificat d'autorisation visant :

- a) Tout ajout ou toute création de deux logements et plus par bâtiment.
- b) La réalisation de tout projet de développement et de redéveloppement résidentiel, commercial ou industriel.

- c) La construction, l'agrandissement, la rénovation et la conversion ou le remplacement d'un usage à l'intérieur d'un bâtiment commercial, public ou industriel, et dont l'effet est d'augmenter l'utilisation de l'eau en provenance du réseau d'aqueduc.
- d) Les projets intégrés tel que défini à l'article 35 du règlement de zonage Z2019 et ses amendements.
- e) Tout travaux qui implique l'agrandissement du diamètre de la conduite d'eau potable.

ARTICLE 8 : EXCEPTIONS

Malgré l'article 7, un permis de construction ou un certificat d'autorisation peut être délivré dans les cas suivants :

- a) La reconstruction d'un bâtiment détruit ou endommagé à la suite d'un sinistre si la reconstruction n'implique pas l'ajout d'un logement.
- b) La reconstruction d'un bâtiment démoli suivant l'obtention d'un permis de démolition si la reconstruction n'implique pas l'ajout d'un logement.
- c) La reconstruction d'un bâtiment démoli suivant une ordonnance d'un tribunal si la reconstruction n'implique pas l'ajout d'un logement.
- d) Tous travaux, ouvrages ou constructions visant à assurer la sécurité publique ou la protection du public, effectués par la Municipalité, son mandataire, un gouvernement, un ministère ou un mandataire de l'État.
- e) Tous travaux liés à :
 - a. la construction, la rénovation ou l'agrandissement d'un bâtiment ayant une vocation relative aux secteurs de la santé, des services sociaux, de l'éducation, de la culture ou des sports et des loisirs ;
 - b. la construction du PPCMOI sur les lots 6 664 384 et 6 664 383 (207, rue Saint-Jacques);
 - c. la mise à niveau des installations du lot 6 419 662 (442 Saint-Jacques ;
 - d. la construction du PPCMOI de la rue Patenaude [lots 5 824 718, 6 468 468, 5 827 212] ;
 - e. la construction du projet intégré au 288-294 de la rue Saint-Martin ;
- f) Les nouvelles constructions soumises à un processus de plan d'implantation et d'intégration architecturale [PIIA], de démolition ou de projet particulier de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble [PPCMOI] qui ont été approuvés par résolution du Conseil municipal au plus tard à la date d'adoption du présent règlement en respect des autres règlements et dispositions en vigueur.

- g) Tous les travaux qui ne nécessitent aucun raccordement aux réseaux d'aqueduc.
- h) Tous les travaux de rénovation, d'agrandissement ou de construction de projet ayant obtenu les autorisations nécessaires de la Municipalité et étant valide à la date d'entrée en vigueur du présent règlement.

ARTICLE 9 : CONTRAVENTION

Chaque fois qu'il constate une contravention à l'article 7 du présent règlement, tout fonctionnaire désigné peut émettre un constat d'infraction ou aviser le contrevenant, en lui donnant des instructions ou des recommandations concernant la contravention constatée et en l'informant du délai dont il dispose pour se conformer à ces instructions ou recommandations.

ARTICLE 10 : PÉNALITÉS

Quiconque fait défaut ou néglige de compléter ou de remplir quelque obligation que ce règlement lui impose, fait défaut ou néglige de compléter ou de remplir ces obligations dans le délai prévu à ce règlement ou contrevient de quelque façon à ce règlement, commet une infraction.

Si le contrevenant est une personne physique, il est passible, en cas de première infraction, d'une amende de mille dollars [1 000 \$] plus les frais pour chaque infraction.

En cas de récidive, l'amende est de deux mille dollars [2 000 \$] plus les frais pour chaque infraction. Si le contrevenant est une personne morale, il est passible, en cas de première infraction, d'une amende de deux mille dollars 2 000 \$) plus les frais pour chaque infraction. En cas de récidive, l'amende est de quatre mille dollars (4 000 \$) plus les frais pour chaque infraction.

Si l'infraction continue, elle constitue, jour par jour, une offense séparée et l'amende édictée pour cette infraction peut être infligées pour chaque jour que dure l'infraction.

ARTICLE 11 : ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent règlement entre en vigueur selon la Loi.

ADOPTÉ LE 03 AVRIL 2025

CHANTALE PELLETIER
MAIRESSE

JULIE ARCHAMBAULT
DIRECTRICE GÉNÉRALE
GREFFIÈRE-TRÉSORIÈRE

Avis de motion :	20 mars 2025
Adoption du projet de règlement :	20 mars 2025
Consultation publique	1 ^{er} avril 2025
Adoption du règlement :	03 avril 2025
Entrée en vigueur :	14 avril 2025